

S'abonner au Monde - 15 € /
mois

▼ PUBLICITE

Cliquez-ici



Le blog de Paulo A. Paranagua,
journaliste au **Monde**

16 septembre 2011

Histoire des médias, un réseau latino-américain

► [A propos de l'auteur](#)

▼ PUBLICITE

Un séminaire international sur l'Histoire des médias en Amérique latine a rassemblé une vingtaine de chercheurs de huit pays à Buenos Aires, les 14 et 15 septembre 2011. Organisé par les Argentins Mirta Varela et Mariano Mestman (Université de Buenos Aires) en collaboration avec le Colombien Eduardo Gutiérrez (Université catholique Javeriana de Cali), il a permis de discuter des travaux sur la presse, l'édition, l'industrie discographique, la radio, la télévision et le cinéma.

SEMINARIO INTERNACIONAL

HISTORIA DE LOS MEDIOS EN AMÉRICA LATINA

BUENOS AIRES | 14 Y 15 DE SEPTIEMBRE DE 2011



BforBANK
Ma banque privée en ligne

Livret BforBank

5%* PENDANT 3 MOIS
JUSQU'À
100 000€

* Voir conditions sur le site

DEVENIR SON BANQUIER

Articles récents

- ▶ Histoire des médias, un réseau latino-américain
- ▶ Leon Rozitchner, un philosophe argentin de gauche
- ▶ Des Brésiliens « indignés » contre la corruption
- ▶ Dilma Rousseff en porte à faux à Paris et à Brasilia
- ▶ Glauber Rocha à La Havane, par Jaime Sarusky

Commentaires récents

- ▶ Argentine Voyage dans Leon Rozitchner, un philosophe argentin de gauche
- ▶ Bresil Voyage dans Des Brésiliens « indignés » contre la corruption
- ▶ Colombie Passion dans Investissement étranger record en Amérique latine
- ▶ José dans Leon Rozitchner, un philosophe argentin de gauche
- ▶ José dans Des Brésiliens « indignés » contre la corruption



ORGANIZADORES

Mariano **Mestman** - Mirta **Varela** | Grupo Medios, Historia y Sociedad | IIGG | Universidad de Buenos Aires
ReHiMe | Red de Historia de los Medios | www.rehime.com.ar | rehime@rehime.com.ar
Eduardo **Gutiérrez** | Departamento de Comunicación y Lenguaje | Pontificia Universidad Javeriana Cali

PARTICIPAN

José Vicente **Arizmendi** (Colombia) | Marialva **Carlos Barbosa** (Brasil) | Eduardo **de la Vega Alfaro** (México)
Ana Paula **Goulart** (Brasil) | Esther **Hamburger** (Brasil) | Mónica **Maronna** (Uruguay) | Andrea **Matallana** (Argentina)
María Luisa **Ortega** (España) | Jacqueline **Oyarce** (Perú) | Paulo Antonio **Paranaguá** (Francia) | Ana Lía **Rey** (Argentina)
Ricardo **Rodríguez Quintero** (Colombia) | Adriana **Rodríguez Sánchez** (Colombia) | Eduardo **Romano** (Argentina)
Sylvia **Saitta** (Argentina) | Eduardo **Santa Cruz** (Chile) | Maryluz **Vallejo** (Colombia)

AUSPICIAN



Biblioteca Nacional
14/9 | Sala J. L. Ortiz
15/9 | Sala A. R. Cortazar
Agüero 2502 | C A B A

La réglementation sur les médias et la contestation du rôle politique de la presse sont à l'ordre du jour de plusieurs pays de la région. En Argentine, la nouvelle loi n'est pas encore appliquée, car elle fait l'objet de recours en justice. Soutenue par une partie de l'opposition, la loi Kirchner est néanmoins critiquée par la grande presse.

Dans d'autres pays, Venezuela, Equateur, Bolivie, les relations des gouvernements de gauche avec les médias ont été aussi turbulentes qu'en

Catégories

- ▶ Actualité
- ▶ Argentine
- ▶ Arts
- ▶ Bolivie
- ▶ Brésil
- ▶ Caraïbes
- ▶ Chili
- ▶ Cinéma
- ▶ Colombie
- ▶ Costa Rica
- ▶ Cuba
- ▶ Diplomatie
- ▶ Documentaire
- ▶ Droits de l'homme
- ▶ Ecologie-Environnement
- ▶ Economie
- ▶ Equateur
- ▶ Femmes
- ▶ Haïti
- ▶ Livres
- ▶ Médias&Blogs
- ▶ Mexique
- ▶ Musique
- ▶ Nicaragua
- ▶ Panama
- ▶ Paraguay
- ▶ Pérou
- ▶ Religion
- ▶ République Dominicaine
- ▶ Salvador
- ▶ Sécurité
- ▶ Surréalisme
- ▶ Uruguay
- ▶ Venezuela

Argentine, si ce n'est davantage. Au Brésil, le récent congrès du Parti des travailleurs (PT), la formation présidentielle, a remis le sujet sur le tapis. Le gouvernement de Dilma Rousseff s'est empressé d'assurer qu'il ne serait pas question de contrôle des contenus.

Dans un tel contexte, il n'est pas inutile de remettre les choses en perspective, de se tourner vers une histoire dont la durée se confond avec les indépendances. Le Vingtième Siècle a été riche en expériences, que les spécialistes de champs connexes ignorent souvent. Les industries culturelles sont pourtant au cœur des évolutions des sociétés et des mentalités, elles constituent un atout précieux pour la croissance et l'inclusion sociale, ce que les experts appellent l'économie créative.

Pour développer une histoire comparée des médias et des industries culturelles, voire des « histoires connectées » (pour reprendre une expression d'Eduardo Gutiérrez), il faut surmonter les pesanteurs nationales des institutions universitaires et de recherche.

Depuis quelques années, des Latino-américains multiplient les initiatives pour rompre le carcan nationaliste et faire de l'Amérique latine un champ de connaissance, au-delà des idéalizations rhétoriques. Les échanges entre l'Argentine et le Brésil sont devenus fréquents. Les Colombiens, qui avaient une longueur d'avance dans le domaine des études sur les communications, se sont joints naturellement à cet effort d'intégration universitaire.

À l'occasion de ce séminaire, tenu à la Bibliothèque nationale de Buenos Aires, les organisateurs ont lancé un nouveau réseau latino-américain sur l'histoire des médias, présent à la fois sur Internet et sous la forme d'une revue imprimée, intitulée *ReHiMe* (Cuadernos de la Red de Historia de los Medios). Cet outil élargit l'accès aux travaux universitaires et facilite la connexion à des archives et à d'autres centres de recherche.

<http://www.rehime.com.ar/>

Les blogs invités du Monde.fr

- ▶ Au bureau, les technologies se diffusent à la vitesse de l'escargot
EMPLOI ET ENTREPRISES 
- ▶ Millefeuille en émoi
CLIN D'OEIL GOURMAND 
- ▶ En 25 ans, la France a créé plus de 3 millions d'emplois : dans quels secteurs, à...
IL Y A UNE VIE APRÈS LE BAC ! 
- ▶ Vincent Collet n'aura pas besoin d'utiliser le souvenir de 2005 pour motiver ses joueurs
AU REBOND 

Tous les blogs

Publié dans [Actualité](#), [Argentine](#), [Bolivie](#), [Brésil](#), [Cinéma](#), [Colombie](#), [Economie](#), [Equateur](#), [Médias&Blogs](#), [Venezuela](#) | Marqué avec [Cristina Kirchner](#), [Dilma Rousseff](#), [Eduardo Gutiérrez](#), [Mariano Mestman](#), [Mirta Varela](#), [Nestor Kirchner](#), [Parti des travailleurs](#), [ReHiMe](#), [Université de Buenos Aires](#), [Université Javeriana de Cali](#) | [Laisser un commentaire](#) | [Alerter](#)

11 septembre 2011

Leon Rozitchner, un philosophe argentin de gauche

En Argentine, on se souvient du philosophe Leon Rozitchner, mort le 4 septembre à Buenos Aires, à 87 ans, comme d'un homme qui n'avait pas peur des paradoxes. Homme de gauche, il a été un critique implacable de la gauche argentine.

Parmi d'autres choses, il lui reprochait de ne pas avoir intégré la question nationale. Lorsque la guerre des Malouines souleva un débordement de nationalisme, y compris dans les rangs des opposants et des victimes de la dictature militaire, il refusa d'apporter son soutien aux généraux. Il publia un ouvrage sur le sujet : *Las Malvinas : de la guerra sucia a la guerra limpia* (1985). Et il lui arriva encore récemment de dire qu'il avait honte d'être argentin, même s'il ne reconnaissait pas d'autre patrie.

Sensible à la base sociale du premier péronisme (1945-1955), il n'en critiquait pas moins son idéologie. Alors qu'il était une référence pour les intellectuels sympathisants du couple présidentiel Kirchner, qui ont formé le groupe Carta Abierta, il préféra garder ses distances. Mais il écrivit : « Cristina est un animal politique féminin sur pied d'égalité avec l'animal politique masculin, son mari Nestor, ce qui n'était pas le cas de Peron et Evita. Elle occupe un rang supérieur à Evita sur l'échelle de Richter de l'évolution féminine ». Les Kirchner formaient à ses yeux « un nouveau modèle social de couple politique ».

Partisan d'une convergence du freudisme et du marxisme, il reprochait à la gauche de ne pas intégrer la subjectivité, le désir, le corps. Partisan d'un

dialogue rugueux, il consacra au fondateur de la psychanalyse, si prisée des Argentins, deux ouvrages : *Freud y los limites del individualismo burgués* (1987) et *Freud y el problema del poder* (2003). Ses interlocuteurs philosophiques incluaient encore Saint Augustin et Emmanuel Levinas.

Il avait été un pédagogue apprécié, aussi bien à l'Université de Buenos Aires, qu'à l'Université Centrale du Venezuela, pendant ses années d'exil à Caracas (1976-1985). Dans les années 1950, il avait fait ses études à Paris, où il avait profité de l'enseignement de Maurice Merleau-Ponty, de Lucien Goldman et de Claude Lévi-Strauss. Sa thèse de doctorat, défendue en Sorbonne, portait sur *La signification éthique de l'affectivité dans la philosophie de Max Scheler* (1960).

A l'époque, il participait au groupe qui publiait la revue *Contorno* (1954-1958) : une publication charnière, avec notamment les frères David et Ismael Viñas, Oscar Masotta, Noé Jitrik.



Leon Rozitchner était né le 24 septembre 1924 à Chivilcoy (province de Buenos Aires). Son grand-père, agriculteur, était rabbin. Plusieurs fois rééduit, son opuscule *Ser judío* (Etre juif, 1967) défendait l'Etat d'Israël mais pas sa politique, et répondait à des interrogations suscitées par le conflit du Proche-Orient : est-ce compatible d'être juif et de gauche ? Sioniste et Argentin ?

Son ouvrage *Moral burguesa y revolucion* (1964, traduit en italien chez Feltrinelli) était apprécié de la jeunesse radicalisée des années 1960 et 1970. Cependant, il ne partageait pas l'enthousiasme de cette génération pour la lutte armée. Après la défaite, avec ses milliers de morts et disparus, dont de nombreux juifs argentins, il prit néanmoins la défense de leur engagement.

[Claude Lévi-Strauss](#), [Contorno](#), [Cristina Kirchner](#), [David Viñas](#), [Emmanuel Levinas](#), [Eva Peron](#), [guerre des Malouines](#), [Ismael Viñas](#), [Juan Domingo Peron](#), [Karl Marx](#), [Lucien Goldman](#), [Maurice Merleau-Ponty](#), [Nestor Kirchner](#), [Noé Jitrik](#), [Oscar Masotta](#), [péronisme](#), [SaintAugustin](#), [Sigmund Freud](#) | [2 commentaires](#) | [Alerter](#)

08 septembre 2011

Des Brésiliens « indignés » contre la corruption

Un mouvement brésilien de jeunes « indignés » s'est exprimé dans les rues, pour la première fois, mercredi 7 septembre, jour de la fête nationale. La principale manifestation a eu lieu à Brasilia. Selon la police, elle a rassemblé 25.000 personnes, tenues à l'écart du défilé militaire et de la célébration officielle par les forces de l'ordre.



Une quarantaine de villes, du nord au sud du Brésil, ont connu des concentrations de moindre importance, toutes convoquées par les réseaux sociaux, très développés dans le pays (Facebook et Orkut).

L'événement qui a précipité le mouvement a été « l'absolution » accordée par la Chambre des députés à

Jacqueline Roriz, une élue du District Fédéral (Brasilia), compromise dans une énième affaire de corruption. D'autres figures emblématiques, comme l'ancien président José Sarney, toujours à la tête du Sénat, ou Ricardo Teixeira, président de la Confédération brésilienne de football (CBD), suscitent aussi l'indignation.

Les récents scandales qui ont provoqué le départ de trois ministres ont contribué à cristalliser le mouvement. Les indignés ne sont pas pour autant des opposants de la présidente Dilma Rousseff. Ils la poussent à entreprendre la « faxina » (nettoyage) qu'elle a promis dans l'administration publique. A Brasilia, les organisateurs de la marche contre la corruption ont empêché les militants du Parti socialisme et liberté (PSOL, extrême gauche) de déployer des banderoles mettant en cause le Parti des travailleurs (PT, gauche), la formation présidentielle.

Début septembre, le congrès du PT n'a pas cru bon de cibler la corruption et a réservé un accueil triomphal à l'ancien dirigeant et ministre José Dirceu, limogé lors du scandale du « mensalão », en 2005. Une frange du PT estime que la vague d'indignation est le fruit d'une « conspiration médiatique » contre la coalition gouvernementale de centre-gauche.

La marche contre la corruption a reçu le soutien de la Confédération nationale des évêques du Brésil (CNBB), qui réunit la hiérarchie catholique, de l'Ordre des avocats du Brésil (OAB) et de l'Association brésilienne de presse (ABI), trois entités qui avaient montré leur engagement civique dans la lutte contre la dictature militaire (1964-1985).

En 1992, la démission du président Fernando Collor de Mello avait été provoquée par un vaste mouvement citoyen, dont les jeunes au visage peint étaient les symboles. Après une période éloigné de la politique, Collor avait fait un retour remarqué au Congrès, en tant qu'allié du gouvernement Lula.

Les trois ministres de Dilma qui ont dû se démettre à la suite des révélations de la presse sont Antonio Palocci (chef de la Maison civile, une sorte de secrétaire général de la présidence avec rang ministériel), Alfredo Nascimento (transports) et Wagner Rossi (agriculture). Sont dans le collimateur deux autres membres du gouvernement : Pedro Novais (tourisme) et Mario Negromonte (ministre des villes).

Le scandale du « mensalão » avait failli couter à Lula sa réélection, mais

n'avait suscité aucun mouvement de rue. Le fatalisme, voire la tolérance de l'opinion à l'égard de la corruption, sont peut-être en train de changer. « Nous ne voulons pas devenir comme le Venezuela », disait un manifestant. « La corruption est un cancer qui nous ronge de l'intérieur », affirmait un autre.

Selon une évaluation du quotidien *Folha de São Paulo*, basée sur des chiffres officiels, entre 2002 et 2008, les malversations auraient coûté à l'Etat fédéral 40 milliards de reais (17,2 milliards d'euros).

La Fédération des industries de Rio de Janeiro (Firjan) a publié dans la presse un placard publicitaire qui précise : « La lutte pour l'éthique est un défi qui n'oppose pas, ne divise ni sépare. Le drapeau de l'éthique ne défend pas tel ou tel intérêt, c'est un drapeau collectif, qui représente l'aspiration de tout le pays. »

Les travaux en vue de la Coupe du monde de football (2014) et des Jeux olympiques (2016) font craindre une explosion des dessous de table dans le BTP, ainsi que des entorses aux règles des appels d'offre. La construction de Brasilia constitue un fâcheux précédent à ce sujet. La surfacturation est devenue une pratique courante.

Publié dans [Actualité](#), [Brésil](#), [Economie](#), [Médias&Blogs](#), [Venezuela](#) | Marqué avec [ABI](#), [Alfredo Nascimento](#), [Antonio Palocci](#), [Association brésilienne de presse](#), [Brasilia](#), [CBD](#), [CNBB](#), [Confédération brésilienne de football](#), [Confédération nationale des évêques du Brésil](#), [Dilma Rousseff](#), [Facebook](#), [Fédération des industries de Rio de Janeiro](#), [Fernando Collor de Mello](#), [Firjan](#), [Folha de São Paulo](#), [Jacqueline Roriz](#), [José Dirceu](#), [José Sarney](#), [Luiz Inacio Lula da Silva](#), [Mario Negromonte](#), [OAB](#), [Ordre des avocats du Brésil](#), [Orkut](#), [Parti des travailleurs](#), [Parti socialisme et liberté](#), [Pedro Novais](#), [PSOL](#), [PT](#), [Ricardo Teixeira](#), [Wagner Rossi](#) | [2 commentaires](#) | [Alerter](#)

01 septembre 2011

Dilma Rousseff en porte à faux à Paris et à Brasilia

A Paris, ce 1er septembre, à la conférence internationale sur la Libye, le Brésil, représenté par son ambassadeur au Caire, essaye de sauver les meubles (les contrats signés avec Kadhafi), sans pouvoir dissimuler le malaise. Les révoltes arabes ont surpris et déstabilisé la diplomatie brésilienne, qui avait beaucoup misé sur ses liens avec le Maghreb et le Moyen Orient.

Depuis sa prise de fonction, en janvier, la présidente Dilma Rousseff (gauche) s'était donné une priorité : piloter l'économie brésilienne pendant cette phase de turbulences internationales. Malgré ses atouts, le Brésil n'est pas à l'abri de la crise, à cause de ses goulots d'étranglement (infrastructures) et des tentations inflationnistes.

La concentration sur la gestion économique a ouvert le flanc de la présidente sur deux fronts majeurs : la diplomatie et la politique. Faute d'expérience suffisante, Dilma ne pouvait pas s'empêcher de déléguer sur ces deux plans. On peut d'ores et déjà dire que sa confiance n'a pas été récompensée.

Le partage des prébendes de l'Etat entre les partis de la coalition gouvernementale a débouché sur des scandales de corruption révélés par la presse, qui ont poussé à la démission trois ministres. Dilma n'a pas tiré les leçons des dérives du premier mandat de son mentor, Luiz Inacio Lula da Silva, qui avaient failli lui coûter la réélection.

La sortie du ministre de la défense, Nelson Jobim, relève d'une autre difficulté : la place envahissante du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centriste) dans la majorité présidentielle. Sans le moindre regret, Jobim a confié aux médias qu'il avait voté en 2010 pour le rival social-démocrate de Dilma à la présidentielle, José Serra.



Cette provocation délibérée a surpris la présidente, qui a recouru à un des piliers du



gouvernement Lula pour colmater la brèche. Hélas, la nomination à la défense de l'ancien ministre des relations extérieures, Celso Amorim, a froissé bon nombre d'officiers supérieurs, qui ne se sont pas privés de le faire savoir à la presse.

La grogne des militaires a toutes les chances de s'accroître avec le projet de création d'une Commission de la vérité sur les crimes de la dictature (1964-1985). Nelson Jobim était passé maître dans l'art d'embobiner les généraux, les brigadiers et les amiraux, alors que Celso Amorim est un novice sur ce front : il n'est pas sûr que ses talents de négociateur et de diplomate suffisent.

Les premiers pas de Dilma Rousseff sur la scène internationale avaient été accueillis favorablement, à la suite d'un infléchissement au profit des droits de l'homme (Iran) et de l'alliance avec les Etats-Unis. Le nouveau chef de la diplomatie, Antonio Patriota, ancien ambassadeur à Washington, semblait privilégier le terrain qu'il connaît le mieux.

Cependant, aux Nations unies, le Brésil a repris sa vaine hésitation. Après avoir voté les sanctions contre la Libye (le 26 février), la représentante brésilienne au Conseil de sécurité a exprimé, par une abstention, son opposition à l'intervention de forces aériennes pour défendre les populations civiles (le 17 mars).

De l'abstention qui n'empêchait pas la communauté internationale de contrer la répression de Kadhafi, Brasilia est passé ensuite à l'obstruction dans le cas de la Syrie. Face à la répression non moins sanglante d'Assad, les Brésiliens ont fait bloc avec les BRICS, ce regroupement opportuniste fait de bric et de broc, qui rassemble le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Les autocrates russes et chinois sont opposés au nouveau principe onusien du devoir de protection des populations civiles par crainte de le voir invoqué un jour à l'intérieur de leurs empires respectifs.

Les trois autres partagent la nostalgie du non-alignement du temps de la guerre froide. Les Brésiliens, souverainistes intransigeants, entretiennent la paranoïa d'une mainmise internationale sur l'Amazonie. En retard d'une guerre, cette vision conspirative mélange les missionnaires, les ONG et même les Indiens comme parties prenantes d'un complot surnois.

Qu'est devenu le partenariat stratégique du Brésil avec la France ? Il a été sacrifié sur l'autel des BRICS, car les diplomates brésiliens rêvent de jouer dans la cour des grands et l'Europe leur semble vraiment vieux jeu.

Publié dans [Actualité](#), [Brésil](#), [Diplomatie](#), [Droits de l'homme](#), [Ecologie-Environnement](#), [Femmes](#) |
Marqué avec [Amazonie](#), [Antonio Patriota](#), [Bachar Al-Assad](#), [BRICS](#), [Celso Amorim](#), [Dilma Rousseff](#), [Libye](#), [Mouammar Kadhafi](#), [Nelson Jobim](#), [Parti du mouvement démocratique brésilien](#), [PMDB](#), [Syrie](#) | [Laisser un commentaire](#) | [Alerter](#)

28 août 2011

Glauber Rocha à La Havane, par Jaime Sarusky

Après son principal succès international, *Antonio das Mortes (O Dragão da Maldade contra o Santo Guerreiro*, 1969), le réalisateur brésilien Glauber Rocha commence une longue période d'errance entre l'Europe et les Amériques. Choyé par la critique internationale et le circuit d'art et d'essai, il noue des relations turbulentes avec divers producteurs, sans jamais parvenir à réaliser son grand projet, *América nuestra*.

Le Cubain Jaime Sarusky vient de publier un petit livre, *Glauber en La Habana : El amor y otras obsesiones* (aux éditions Union, La Havane), qui revient sur une étape méconnue de son exil. Le porte-parole du Cinema Novo brésilien a vécu

à Cuba au moment le plus répressif du régime castriste, 1971-1972, début du « quinquennat gris » qui plonge les intellectuels dans un marasme de censure, ostracisme, exclusions et discriminations. La culture n'était pas la seule ciblée, mais aussi les comportements, les orientations sexuelles et les mentalités.

Faute de mieux, Glauber Rocha se concentre à La Havane sur un film de montage, *Historia do Brasil*. Il se lie au cinéaste Tomas Gutiérrez Alea et commence une relation amoureuse tourmentée avec une jeune cubaine, Teresa.



La conduite de Glauber, son goût pour le cannabis, détonnent complètement dans le paysage et suscitent la perplexité, même chez les Cubains qui avaient admiré ses films brésiliens. *Rocha que voa* (Brésil-Cuba, 2002), le beau documentaire d'Eryk Rocha (fils de Glauber), avait déjà évoqué cette phase.

A son tour, Jaime Sarusky brosse un portrait saisissant, complexe, tout en nuances, plein de justesse, du cinéaste perdu dans cet environnement étranger, malade d'être loin du Brésil, viscéralement attaché à la culture de son pays, prêt à jouer les passeurs chaque fois que l'occasion se présente. Sous sa plume, Glauber devient un personnage romanesque, plus vrai que nature.

A l'évidence, l'auteur a recueilli des témoignages, il a mené l'enquête, avant de recourir aux ressources littéraires de la fiction. Cependant, des éléments lui échappent. Par exemple, l'obsession de Glauber pour *América nuestra*, dont il restera des bribes dans son film-testament, *L'Age de la terre* (*A Idade da Terra*, 1980).

Confiant dans son amitié avec Alfredo Guevara, le directeur de l'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographiques (ICAIC), Glauber espérait trouver le soutien nécessaire à La Havane. D'autant qu'il partageait, ou croyait partager, les positions de la Révolution cubaine.

Comme le montre la correspondance publiée (partiellement censurée à Cuba), cette étape havanaise était riche en malentendus. Jaime Sarusky l'attribue en partie aux différences de caractère entre le Brésilien et les Cubains. L'explication serait à trouver plutôt dans l'incompatibilité entre l'effervescence d'idées de Glauber et une société et des institutions qui se figeaient dans l'idéologie et l'autocensure, reproduisant des schémas qu'il avait rejetés depuis sa jeunesse, lorsqu'il s'opposait aux orientations du Parti communiste brésilien (PCB).

En fin de comptes, *América nuestra*, projet révolutionnaire, a été refusé à la fois par le régime issu de la Révolution cubaine et par celui issu de la Révolution mexicaine, comme le montre le volume *Glauber Rocha e as culturas na América Latina*, organisé par Peter W. Schulze et Peter B. Schumann (Ibero-Amerikanisches Institut PK, Berlin-Frankfurt, 2011, en portugais).

Publié dans [Actualité](#), [Brésil](#), [Cinéma](#), [Cuba](#), [Documentaire](#), [Livres](#), [Mexique](#) | Marqué avec [Alfredo Guevara](#), [América nuestra](#), [Antonio das Mortes](#), [castrisme](#), [Cinema Novo](#), [Eryk Rocha](#), [Historia do Brasil](#), [Ibero-Amerikanisches Institut](#), [ICAIC](#), [Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographiques](#), [O Dragão da Maldade contra o Santo Guerreiro](#), [Parti communiste brésilien](#), [PCB](#), [Peter B. Schumann](#), [Peter W. Schulze](#), [Rocha que voa](#), [Tomas Gutiérrez Alea](#) | [Laisser un commentaire](#) | [Alerter](#)

21 août 2011

Raul Ruiz, le Chilien volant

Cinéaste atypique, créateur inclassable ? Baroque, voire surréaliste ? Certes,

mais Raul Ruiz, mort à Paris le 19 août, était surtout un réalisateur tranquillement à contre-courant, sans estridence, sans posture ni prosélytisme. Bref portrait en trois étapes.

Trois tristes tigres (1968)

Son premier long-métrage n'était pas une adaptation du roman contemporain et homonyme du Cubain Guillermo Cabrera Infante. Les deux avaient pourtant un point commun, leur fascination pour les déclinaisons populaires de la langue espagnole en Amérique latine.

Dans les années 1960, Raul Ruiz s'opposait à la tendance dominante d'un nouveau cinéma latino-américain empreint de messianisme et puisant son inspiration dans un néo-réalisme tardif. Lors d'un bref passage à l'École de cinéma de Santa Fe (Argentine), le réalisateur chilien en herbe était sceptique. Lors de la rencontre des cinéastes latinos à Viña del Mar (Chili), il était encore plus dubitatif, discutant ferme face à l'envie de conclure et de formaliser un mouvement continental impulsée par les Cubains et leurs amis.

Dans les années 1970, Ruiz n'était pas moins engagé que d'autres après l'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili, mais il faisait bande à part et commençait à marquer sa différence. La défaite de la gauche infléchit encore davantage cette tendance. Son *Dialogue d'exilés* (1974) n'est guère apprécié et suscite une polémique dans l'exil chilien qui représente une rupture durable.

Les trois couronnes du matelot (1984)

Forcé à travailler dans un contexte culturel qu'il n'avait pas choisi, dans un cadre de production qui lui était étranger, Raul Ruiz accepte volontiers commandes et même contraintes, quitte à devenir boulimique. Il y a quelque chose qui rappelle Luis Buñuel, obligé de gagner sa vie dans l'industrie mexicaine du film, obtenant pas à pas des marges de manoeuvre, acquises souvent par l'astuce et la capacité de renverser les conventions comme un

gant.

Cinéaste au grand large, né à Puerto Montt (Chili), sur les côtes du Pacifique, le 21 juillet 1941, Ruiz esquisse sa propre cartographie. Balloté entre les océans comme le Hollandais volant, il aime les histoires de fantômes et de marins.



Comme Borges dans la bibliothèque de Babel, son univers est désormais

la culture, la littérature surtout, avec ses histoires qui s'enchevêtrent et se perdent dans leur propre labyrinthe. Le cinéma est un grand terrain de jeu, le seul qui vaille, le Grand Jeu, où tout ce que l'humanité fabule mérite d'être repris et transformé, revisité et interprété. Sans reculer devant rien ni personne, qu'ils s'appellent Marcel Proust ou Camilo Castello Branco.

Trois vies et une seule mort (1995)

Des premiers courts métrages de commandes au feuilleton des *Mystères de Lisbonne* (2010), qui sera son testament, Ruiz aura constamment remis sur le métier les formes et les ressources du cinéma, avec une joyeuse constance, comme un gamin qui se prend au jeu, qui le redécouvre à chaque fois. Il lui était impossible de transmettre sa passion du récit sans mettre la main à la pâte, que ce soit lors des rencontres avec le Colombien Luis Ospina ou le Brésilien Arthur Omar. On plaint le futur organisateur d'une rétrospective intégrale, tâche aussi insensée qu'indispensable.

Entre-temps, Raul Ruiz nous a rempli de moments de pur bonheur, d'humour et d'amour des langues qu'il s'appropriait avec gourmandise. Il prétendait avoir appris le portugais en lisant les sermons du père Antonio Vieira. Amen. Comme

disait le Prince navigateur, "naviguer est nécessaire, vivre n'est pas nécessaire".

Publié dans [Actualité](#), [Argentine](#), [Chili](#), [Cinéma](#), [Colombie](#), [Cuba](#), [Livres](#), [Surréalisme](#) | Marqué avec [Antonio Vieira](#), [Arthur Omar](#), [Camilo Castello Branco](#), [Jorge Luis Borges](#), [Luis Buñuel](#), [Luis Ospina](#), [Marcel Proust](#), [Viña del Mar](#) | [Laisser un commentaire](#) | [Alerter](#)

18 août 2011

« Paroles aux intellectuels » de Fidel Castro

En 1961, après trois réunions avec la crème de la culture cubaine rassemblée à la Bibliothèque nationale de La Havane, Fidel Castro improvisa un discours connu sous le titre « Paroles aux intellectuels ». Cinquante ans après, les acteurs culturels ne cessent de gloser ce texte, comme s'il s'agissait de paroles d'évangile.

« Dans la Révolution, tout ; contre la Révolution, rien » : la phrase censée en résumer le sens a été érigée en principe fondateur de la politique culturelle de La Havane. Est-ce une formule d'exclusion ou d'inclusion, est-ce qu'elle ouvre ou au contraire elle ferme des portes ?

La deuxième formulation énoncée à la même occasion, beaucoup moins citée, a l'avantage d'une certaine clarté : « Dans la Révolution, tout ; contre la Révolution, aucun droit ».

Ainsi, le droit n'est pas universel, il est réservé à ceux qui se situent « dans la Révolution ». Aux autres, les ténèbres extérieures. Fidel Castro a fait des études de droit, mais ne semble pas avoir retenu le principe d'universalité des lois.

La question jamais élucidée est de savoir quelle instance juge ce qui est « dans

la Révolution » ou ce qui franchit la frontière non écrite et se situe donc « contre ». D'autant qu'aucun recours n'est envisagé.

Il faut rappeler que les propos de Castro visaient la culture, pas des actes passibles des tribunaux. Cependant, la dichotomie : ou bien vous êtes dedans et vous participez, ou bien vous êtes contre, s'est imposée comme impératif catégorique dans tous les domaines de la vie. Et elle ne tend pas à l'inclusion, mais bel et bien à l'exclusion.

Les meilleurs exégètes, comme Aurelio Alonso dans un article partiellement reproduit par le quotidien cubain *Juventud Rebelde* du 19 juin, insistent sur le contexte : l'invasion de la baie des Cochons montrait que le castrisme jouait sa survie. Il fallait éviter « les risques de deux dogmes extrêmes : d'un côté, celui d'écraser les libertés, et de l'autre, celui de les tolérer au détriment y compris du projet révolutionnaire ».

Interpréter la lettre du texte et évoquer le contexte de l'époque ne suffit point, car depuis beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. La culture de l'île a évolué soumise au binôme censure - autocensure, pratiquée par les institutions culturelles elles-mêmes, pendant plusieurs décennies.

Ce ne sont pas uniquement des œuvres considérées « contre-révolutionnaires » qui en ont pâti. Ce sont aussi des romans, des pièces de théâtre, des poèmes ou des films dont les auteurs se situaient « dans la Révolution ». C'est le cas de certains documentaires de Sara Gomez et du long-métrage *Un jour de novembre* de Humberto Solas, longtemps interdits.

L'exclusion n'a pas été l'affaire de mauvais interprètes de la maxime castriste, elle était contenue dans l'ambiguïté volontaire de son énoncé, qui laissait toute latitude à une gestion discrétionnaire.

L'excellent Aurelio Alonso y voit une « formule inédite dans les schémas du socialisme certifié



jusqu'alors ».

En réalité, le sujet avait été examiné dans un contexte beaucoup plus polarisé que la guerre froide des années 1960, à un moment où le nazisme préparait la seconde guerre mondiale et le stalinisme rayonnait :



« A ceux qui nous presseraient, que ce soit pour aujourd'hui ou pour demain, de consentir à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel et notre volonté délibérée de nous en tenir à la formule : *toute licence en art.* »

Daté de 1938, le manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant » était signé par André Breton et Diego Rivera, mais derrière la signature du peintre mexicain se dissimulait son deuxième auteur, Léon Trotski, réfugié alors au Mexique.

Le fondateur du surréalisme et l'ancien dirigeant bolchevique s'étaient entendus sur une deuxième formulation également limpide :

« Si, pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime socialiste de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime *anarchiste* de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! »

Publié dans [Actualité](#), [Arts](#), [Cinéma](#), [Cuba](#), [Documentaire](#), [Droits de l'homme](#), [Livres](#), [Mexique](#), [Surréalisme](#) | Marqué avec [André Breton](#), [Aurelio Alonso](#), [baie des Cochons](#), [castrisme](#), [Diego](#)

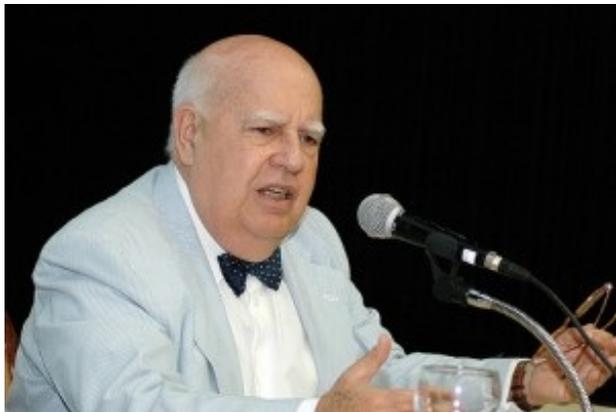
[Rivera](#), [Fidel Castro](#), [Humberto Solas](#), [Juventud Rebelde](#), [Léon Trotski](#), [Palabras a los intelectuales](#), [Sara Gomez](#), [Un dia de noviembre](#), [Un jour de novembre](#) | [Laisser un commentaire](#) | [Alerter](#)

11 août 2011

Les Mémoires d'Azambuja, ambassadeur du Brésil

Les mémoires de diplomates sont un genre littéraire qui a ses lettres de noblesse, mais une traduction souvent convenue, pour « happy few ». A l'ère d'Internet, on les soupçonnerait volontiers d'être un tantinet poussiéreuses.

Distiller quelques secrets de chancellerie après le passage à la retraite, alors qu'il y a bien entendu prescription et plus grand chose à cacher, n'est pas à priori d'un intérêt raffolant, sauf peut-être pour les nostalgiques de la carrière. WikiLeaks a pourtant montré que les indiscretions d'ambassades pouvaient être encore un révélateur des relations internationales.



De temps en temps, quelqu'un s'avère capable de déjouer tous les pronostics et on se prend au jeu, on en redemande même.

La revue *Piaui*, la denrée la plus exquise qu'on puisse trouver dans les kiosques brésiliens - et sur le Web, heureusement -, a eu l'excellente idée d'accueillir les

« mémoires peu diplomatiques » de Marcos de Azambuja, ancien ambassadeur du Brésil en France, en plusieurs livraisons.

Ceux qui le connaissent ne seront pas surpris de retrouver un humour décapant, à l'épreuve de toutes les difficultés, et un talent certain à enfilet les anecdotes sans perdre le nord.

Jeune diplomate lors de l'inauguration de Brasilia ou en poste à New York, aux Nations unies, il garde intact le souvenir des années 1960, qu'il semble avoir vécues dans un bonheur absolu, contagieux. Figures de premier plan ou personnages inconnus des jeunes lecteurs défilent avec une touche d'humanité, quelle que soient les circonstances, graves ou cocasses.

La diplomatie brésilienne évolue aujourd'hui dans un monde qui n'a plus rien à voir avec celui de la guerre froide. Azambuja parvient à montrer ces différences à l'aide d'exemples précis, comme la politique à l'égard de Cuba ou du Vietnam.



En attendant que ses écrits soient recueillis en volume, il faut se reporter à *Piaui* et profiter de l'occasion pour y glaner d'autres textes stimulants. Vous ne lisez pas le portugais ? Raison de plus pour vous y mettre.

<http://revistapiaui.estadao.com.br/>

Publié dans [Actualité](#), [Brésil](#), [Cuba](#), [Diplomatie](#), [Médias&Blogs](#) | Marqué avec [Brasilia](#), [Piaui](#), [WikiLeaks](#) | [Un commentaire](#) | [Alerter](#)

04 août 2011

Cuba sous l'œil de l'école de cinéma de San Antonio

L'école internationale de cinéma et de télévision (EICTV) de San Antonio de los Baños (Cuba) fête ses 25 ans, sans dissiper l'incertitude sur son avenir.

L'évolution cubaine vers une économie mixte et le désengagement de l'Etat pourraient entraîner des turbulences.

Depuis que l'implosion de l'Union soviétique a précipité la crise du socialisme cubain, l'école s'est adaptée à un environnement mondialisé, certes. Mais les aides internationales ne diminuent pas l'apport de La Havane, qui couvre l'infrastructure, l'approvisionnement et les salaires des Cubains.

L'école est devenue payante, ce qui a modifié le projet initial. Créée par la Fondation du nouveau cinéma-latino-américain, l'école était tournée essentiellement vers l'Amérique latine, notamment vers les pays ne disposant pas d'enseignement dans ce domaine.



Aujourd'hui, une bonne partie des étudiants viennent d'Europe, d'où arrive aussi une part substantielle du financement. Le plus gros contingent est néanmoins celui des Brésiliens, qui disposent de bonnes écoles de cinéma à São Paulo et à Niteroi (Etat de Rio de Janeiro). Le Brésil couvre leurs frais de scolarité (15 000 dollars pour les trois ans), tout comme le Venezuela.

Avoir une bourse ou pas est une première source d'inégalité. Mais le péché originel de l'école est sans doute sa localisation, à une heure de La Havane, en

rase campagne, à proximité de San Antonio de los Baños, petite ville de province. Voilà encore une extravagance de Fidel Castro, qu'aucun des pères fondateurs de l'école n'a su contrer à temps.

Le cinéma est un phénomène urbain, typique de la vie citadine. Loin de l'effervescence culturelle de La Havane - ses expositions, ses concerts, ses conférences et ses débats, sans oublier ses studios de production -, l'école est une bulle, une sorte d'internat pour jeunes de 20 à 30 ans. Le huis clos suscite des déprimés et favorise à intervalles réguliers les psychodrames.

Malgré ces contraintes, San Antonio a créé des liens entre ses anciens étudiants, des réseaux utiles par ces temps de mondialisation. Les documentaires tournés à l'école sont plus stimulants que les films de fiction, qui peinent à se départager des conventions.

Parmi les treize thèses filmées cette année, au moins trois documentaires retenaient l'attention. *Perros* (Chiens), de l'Espagnol Pedro Pio, est un retable des croissantes inégalités sociales à Cuba à travers les « meilleurs amis de l'homme ». Chiens galeux des rues et animaux pouponnés pour les expositions canines y évoluent dans des scènes aux tons différents, de l'ironie au glauque. Le fait que le film commence et s'achève sur une inscription murale vantant le socialisme lui a été excessivement reproché lors de la séance d'évaluation.

Estonia du Brésilien Lucas Bonolo n'évoque pas le pays balte, mais bien Cuba. Il s'agit du portrait touchant d'un vieil accordeur de piano, qui a sillonné l'île pendant quarante ans malgré sa cécité. Une scène succincte suffit à exposer le drame d'une retraite chiffrée à 10 dollars mensuels.

L'irruption de l'actualité politique cubaine était plus franche encore dans le meilleur documentaire de cette promotion, *Compacta y revolucionaria* de la Portugaise Claudia Alves, qui devrait être projeté au prochain festival Documenta de Madrid. Très maîtrisé par son économie de moyens, par la rigueur du cadre, la capacité à tenir la bonne distance, le respect de chaque personnage et la confiance témoignée en retour, il développe une histoire

singulière qui renvoie à une réalité plus large.

Les préparatifs du Premier Mai dans une usine de San José de las Lajas coexistent avec la description de la production de céramiques sanitaires. Le lendemain du défilé est dur pour la dirigeante la plus engagée, promise à un licenciement qu'elle perçoit comme une déloyauté. C'est sobre, c'est tantôt ironique tantôt dramatique, c'est magnifique.

<http://www.eictv.org/>

Publié dans [Actualité](#), [Brésil](#), [Cinéma](#), [Cuba](#), [Documentaire](#), [Venezuela](#) | Marqué avec [Claudia Alves](#), [Documenta](#), [Ecole internationale de cinéma et de télévision](#), [EICTV](#), [Fidel Castro](#), [Fondation du nouveau cinéma latino-américain](#), [La Havane](#), [Lucas Bonolo](#), [Madrid](#), [Pedro Pio](#), [San Antonio de los Baños](#), [San José de las Lajas](#) | [2 commentaires](#) | [Alerter](#)

30 juillet 2011

Brésil: procès contre un tortionnaire malgré l'amnistie

Luiz Eduardo Merlino est mort à 22 ans, le 19 juillet 1971, à São Paulo, à la suite de tortures infligées par des militaires. Quarante ans après, ses proches demandent que son tortionnaire soit condamné pour préjudice moral. La loi d'amnistie adoptée par la dictature en 1979 protège les agents de l'Etat d'une sanction pénale.



Journaliste, Merlino avait collaboré aux quotidiens *Jornal da Tarde* et *Folha da Tarde*. Militant du Parti ouvrier communiste (POC), il venait de passer plusieurs mois en France, en contact avec la Ligue communiste et la Quatrième internationale.



Malgré les coups subis par les organisations armées et par la

gauche en général, personne ne pensait alors que le régime militaire durerait autant au Brésil (1964-1985).

Pendu au *pau de arara* pendant les séances de torture, ses jambes s'étaient gangrenées, au point qu'on envisage de les amputer. Ses bourreaux ont choisi de le laisser mourir. Plusieurs témoins l'ont aperçu dans les geôles du Détachement d'opérations de renseignements – Centre d'opérations de défense interne (DOI – CODI), à São Paulo.

Le colonel du cadre de réserve Carlos Alberto Brilhante Ustra, utilisant à l'époque le pseudonyme Capitaine Tibiriça, commandait cette unité de 1970 à 1974, sans doute la période la plus répressive de la dictature. Le procès ne vise pas à renvoyer Brilhante Ustra en prison – ce que l'amnistie n'autorise pas –, mais à faire reconnaître sa responsabilité dans la mort de Merlino, à la demande de ses proches.

Paulo Vannuchi, ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme du président Lula, est venu témoigner au procès le 27 juillet. Il a demandé la révision de la loi d'amnistie.

En 2010, la Cour interaméricaine des droits de l'homme avait estimé que la loi ne saurait protéger les tortionnaires, dont le crime est imprescriptible. Cela suscita un débat au sein du gouvernement Lula. La Cour suprême trancha dans un sens favorable aux militaires.

Contrairement aux militaires argentins et chiliens, les brésiliens n'ont pas eu de comptes à rendre à la justice, à ce jour. En Uruguay, malgré l'amnistie en vigueur, le président José Mujica a autorisé les enquêtes judiciaires sur les crimes de la dictature. Tout comme Mujica, l'actuelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff, est une ancienne détenue du régime militaire, et elle a connu la torture.

Luiz Eduardo Merlino était né à Santos, le 18 octobre 1948. Amateur de football, il ne comprenait pas comment les Français pouvaient se passionner pour le cyclisme. En dépit de son jeune âge, il était extrêmement rigoureux et exigeant envers lui-même.

Le documentaire *Lettres et révolutions (Diario de uma busca)* de Flavia Castro, distribué en France, évoque la répression contre le POC. Samedi 30 juillet, le collectif Merlino organisait une réunion publique au Mémorial de la résistance, à São Paulo. On n'a pas oublié.

Publié dans [Actualité](#), [Argentine](#), [Brésil](#), [Chili](#), [Cinéma](#), [Droits de l'homme](#), [Femmes](#), [Médias&Blogs](#), [Uruguay](#) | Marqué avec [Carlos Alberto Brilhante Ustra](#), [Diario de uma busca](#), [Dilma Rousseff](#), [Flavia Castro](#), [Lettres et révolutions](#), [Ligue communiste](#), [Luiz Eduardo Merlino](#), [Luiz Inacio Lula da Silva](#), [Parti ouvrier communiste](#), [Paulo Vannucchi](#), [POC](#), [Quatrième Internationale](#) | [Un commentaire](#) | [Alerter](#)

← Articles plus anciens

 **Créez votre blog**

Ce blog est édité grâce au concours de WordPress
[RSS des notes](#) | [RSS des commentaires](#)

blog. **Le Monde.fr**

► Envoyez à un ami